



DÉCLARATION SUR LES FRAUDES ÉLECTORALES EN COURS DE PRÉPARATION AU SEIN DU RÉGIME - RDPC DANS LA PERSPECTIVE DES PROCHAINES CONSULTATIONS

1

Au cours d'une émission de grande écoute diffusée par une chaîne de télévision nationale, le mardi 12 octobre 2021, le RDPC a annoncé, de manière sibylline, qu'au terme du renouvellement de ses organes de base, il compterait quelque quatre millions de militants encartés et à jour de leurs cotisations !

Cette annonce aurait pu être considérée comme une de ces esbrouffes dont ce parti politique est coutumier. Bien au contraire, une telle annonce inquiète profondément, quand on cumule les fraudes sauvages perpétrées par ce parti en complicité active avec l'organe électoral, ELECAM, l'Administration, en particulier à travers l'administration territoriale, la Justice dans tous ses démembrements, les médias publics et le Conseil Constitutionnel, lors du scrutin présidentiel historique d'octobre 2018 et du double scrutin municipal et législatif de février 2020, le spectacle pitoyable de fraudes grossières que ses militants, et pas les moindres, ont offert à l'opinion publique lors du récent renouvellement des bureaux de ses organes de base.

C'est le lieu de révéler que lors de l'élection présidentielle de 2018, la victoire du candidat du RDPC avec 71,2% annoncée à l'avance par un faux sondage orchestré par le MINAT était basé sur le travail d'un logiciel de fraude développé par une des sociétés alors impliquées dans la sécurisation des cartes nationales d'identité. Les chiffres générés par l'ordinateur grâce au logiciel de fraude sont accrédités après-coup par la falsification des procès-verbaux (PV) durant le laps de temps où ces PV séjournent à ELECAM, soit 48h, sachant que seuls les PV d'ELECAM font foi, conformément au Code électoral en vigueur. La déclaration faite le 12 octobre dernier dévoile les intentions du régime de récidiver dans ces fraudes graves qui entachent et invalident les élections au Cameroun, voire de les intensifier. A vrai dire, il y a derrière cette annonce grotesque rien moins qu'un projet de coup d'État électoral.

Le 1er août 2021, ELECAM annonçait que le fichier national non "toilette" des électeurs affichait 7 058 122 (sept millions cinquante-huit mille cent vingt-et-deux) inscrits. Cette statistique n'est pas crédible. Elle trahit le jeu trouble d'ELECAM et sa manipulation permanente des inscriptions afin de ne pas s'éloigner des chiffres allégués par les fabricants du sommier du RDPC dont il sert sans vergogne les intérêts depuis sa création, élection après élection.

Depuis 2017, soit un an avant le scrutin présidentiel d'octobre 2018, tout Camerounais ou tout observateur étranger attentif a pu constater une mobilisation effective de la population, notamment des jeunes, pour l'inscription sur les listes électorales. Ce regain d'intérêt pour les élections s'est amorcé, à la vérité, après la création du MRC et à ses campagnes publiques d'inscription sur les listes électorales dans les rues et les marchés, autour des édifices publics, etc. Par la suite, le MRC a été suivi dans cette initiative citoyenne par d'autres partis ou organisations politiques, confirmant le regain d'intérêt des Camerounais pour les élections. Cependant, malgré la mobilisation populaire observable, les données statistiques d'ELECAM ont toujours été largement en-deçà des attentes.

Avec plus de 26 millions d'habitants et malgré cette mobilisation incontestable pour les inscriptions sur les listes électorales, ELECAM ne convainc donc pas avec le chiffre de 7.058.122 inscrits (et ceci avant le nettoyage du fichier électoral), rendu public le 21 août dernier ! Nombreux sont les Camerounais qui se sont inscrits sur les listes électorales et n'ont pas vu leurs noms publiés sur les listes d'ELECAM, bien qu'ils détiennent des récépissés d'inscription.

C'est d'ailleurs pour camoufler ces pratiques inavouables qu'ELECAM viole à chaque élection l'article 83 (2) du Code électoral qui lui fait obligation d'afficher les listes électorales 4 jours au plus tard avant le jour du vote. Lors du scrutin présidentiel d'octobre 2018, malgré la sommation faite, par voie d'huissier, à ELECAM par le MRC, c'est le jour même du vote que les listes taillées sur mesure pour le RDPC ont été finalement affichées par Elections Cameroon. Tous les Camerounais et tous ceux qui ont joué les "observateurs internationaux" dans ce scrutin peuvent l'attester.

Ainsi, derrière cette annonce irréaliste et incongrue du RDPC, selon laquelle il comptabiliserait quatre millions de militants encartés, se profile un véritable coup d'État électoral pour lequel ELECAM prépare l'opinion par une minoration volontaire du vrai nombre des inscrits sur les listes électorales.

Qu'il soit clair pour le RDPC et ses soutiens, le MRC et le peuple du changement ne toléreront aucune fraude dans aucun scrutin à venir dans notre pays. La spoliation dont le peuple Camerounais a été victime lors du scrutin présidentiel historique d'octobre 2018 ne se reproduira pas sans de graves conséquences pour le régime.

C'est pour conjurer de telles conséquences que le MRC a travaillé d'arrache-pied avec plusieurs autres partis politiques et organisations de la société civile, afin de présenter au peuple camerounais puis de proposer au Gouvernement un projet de texte d'amendements pour une réforme consensuelle du Code Electoral à travers une loi de révision.

J'appelle les militants, sympathisants de notre parti et l'ensemble du peuple du changement dans la paix et par les urnes à rester vigilants. Je les appelle à se tenir prêts pour barrer la voie au coup d'État électoral en préparation, à partir du nombre fantasmé des adhérents fictifs du RDPC.

Que ceux qui espèrent conserver le pouvoir par des moyens et des méthodes non démocratiques renoncent dès à présent à leur funeste dessein, car ils trouveront sur leur chemin un Peuple camerounais déterminé.

Si, pour le malheur de notre pays, un tel coup de force venait à être tenté, je serai aux côtés de notre Peuple pour ce combat vital pour le devenir de la Nation. Car, de l'issue de cet ultime combat dépendrait assurément notre avenir commun.

Je ne vous trahirai pas !

Yaoundé, le 26 octobre 2021

Le Président national

Maurice KAMTO